



PRÉFET DE SEINE ET MARNE

**Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France**

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**ARRETE PREFECTORAL 2014/DRIEE/UT 77/183
PORTANT MISE EN DEMEURE
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES
INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
SOCIETE ITM Logistique Alimentaire International
Située 390, Avenue Anna Lindh à VERT-SAINT-DENIS (77 240)**

Le préfet de Seine et Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5;

Vu l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2 IC 310 du 4 décembre 2001 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°08 DAIDD 1IC 346 du 29 octobre 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°14/PCAD/129 du 1^{er} septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

Vu l'arrêté 2014 DRIEE IdF 115 du 5 septembre 2014 portant subdélégation de signature ;

Vu l'arrêté préfectoral n°14/DCSE/IC/054 en date du 29 août 2014 imposant des prescriptions de mesure d'urgence à la société ITMLAI ;

Vu le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie E-4/142345 du 1^{er} octobre 2014 consécutif à une visite d'inspection effectuée, le 26 septembre 2014 dans l'établissement de la société ITM Logistique Alimentaire International à Vert-Saint-Denis au 390, Avenue Anna Lindh, transmis à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 1^{er} octobre 2014 de transmission du rapport à l'exploitant lui laissant un délai de quatre jours pour faire part de ses observations ;

Vu la lettre de l'exploitant du 6 octobre 2014 reçu le 8 octobre 2014 ;

Considérant que l'inspection a constaté qu'aucune des mesures compensatoires proposées par l'exploitant dans un courrier du 4 septembre 2014 n'a été mise en œuvre ;

Considérant que l'exploitant n'a établi aucune mesure spécifique pour les cellules dotées d'un faux-plafond et que de ce fait celles-ci n'étaient pas applicables lors de la visite du 26 septembre 2014 ;

Considérant que l'inspection a constaté la présence d'un produit classable sous la rubrique 1450 dans la cellule E ;

Considérant que l'arrêté n°14 DCSE IC 054 en date du 29 août 2014 imposant des prescriptions de mesure d'urgence, suspend l'exploitation des produits relevant des rubriques 14xx et 11xx jusqu'à la mise en conformité des dispositifs de désenfumage ;

Considérant que par courrier du 4 septembre reçu le 8 septembre 2014, l'exploitant a indiqué que tous les produits relevant des rubriques 14xx et 11xx ont été évacués de l'entrepôt ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas une partie des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence n°14 DCSE IC 054 en date du 29 août 2014 pour lesquelles il s'était engagé à mettre des mesures conservatoires et à établir des consignes spécifiques dans l'attente de la mise en conformité des cellules dotées de faux-plafond dans un courrier du 4 septembre 2014 ;

Considérant que les cellules B, C, D, E, F, G et I ne répondent pas au critère « *la toiture comporte au moins 2 % de la surface de ses éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées* » ;

Considérant par ailleurs que les exutoires de fumées sont des organes de sécurité incendie qui permettent :

- de rendre praticable les cheminements utilisés pour l'évacuation rapide et sûre de tout le personnel en limitant les risques de panique,
- de permettre aux services de secours d'intervenir dans les meilleures conditions possibles pour porter secours aux victimes éventuelles et de combattre le foyer,
- de limiter la propagation de l'incendie en évacuant vers l'extérieur : chaleur, gaz et produits imbrûlés (dont certains sont toxiques et/corrosifs).

Considérant que lors de la visite d'inspection, les blocs autonomes pour renforcer l'éclairage de sécurité n'étaient pas installés ;

Considérant que l'exercice POI réalisé de façon inopinée sur le site le 26 septembre 2014 a mis en évidence des non-conformités à la gestion de la situation d'urgence par l'exploitant ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société ITM Logistique Alimentaire International de respecter les prescriptions complémentaires applicables à son établissement situé 390, Avenue Anna Lindh à Vert-Saint-Denis.

Sur proposition du Directeur Régional de l'Industrie de l'Environnement et de l'Énergie

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société ITM Logistique Alimentaire International, dont le siège social est situé 24, rue Auguste Chabrières à Paris (75 015), exploitant un entrepôt couvert au 390, Avenue Anna Lindh à Vert-Saint-Denis est mise en demeure de respecter, **selon le délai d'une semaine**, les prescriptions suivantes applicables à ses installations par arrêté préfectoral de mesure d'urgence n°14 DCSE IC 054 du 29 août 2014 :

1. préciser les mesures conservatoires qui doivent être mises en œuvre dans l'attente de la remise en conformité des capacités opérationnelles de désenfumage dans les cellules B, C, D, E, F, G et I qui doivent couvrir notamment toutes les mesures supplémentaires propres à prévenir et à limiter les conséquences d'un sinistre (notamment détection incendie, consignes données aux premiers intervenants ,...) et ne pas porter atteinte à la sécurité du personnel ;
2. établir des consignes spécifiques d'évacuation du personnel en cas d'incendie des cellules dotées d'un faux-plafond et les mettre en œuvre ;
3. s'assurer qu'aucun produit classable sous les rubriques 14xx et 11xx ne se trouve dans les cellules munies de faux plafond jusqu'à la mise en place des capacités de désenfumage des cellules précitées conformément à l'article 4.5 de l'arrêté du 4 décembre 2001 ;
4. d'installer un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en œuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 - FRAIS:

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 – DELAI ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle- 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

✕Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

✕Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

ARTICLE 5-

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le maire de Vert-Saint-Denis,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie à Paris,

–le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société ITM Logistique Alimentaire International sous pli recommandé avec avis de réception.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 9 octobre 2014

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale 77



Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES :

- La Société ITM Logistique Alimentaire International,
- Monsieur le Maire de Vert-Saint-Denis,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,
- Le Chef de l'UT DIRECCTE.